

Le 06/07/2018

1/ Partage des actualités et éléments à intégrer au site de la politique de la ville

2/ Echange sur la vocation du groupe santé du contrat de ville

3/ Point sur les actions de la démarche "lutter contre le nonrecours aux droits de santé"

4/ Zoom sur les initiatives d'aller vers de type bus santé :

- Retour sur l'expérimentation à Rezé
- Présentation de l'action les MarSOINS à Saint-Nazaire par le référent de l'association

5/ Point sur l'appel à projet de la CARSAT



Actualités à partager

Adoption en mai du PRS PL 2018-2022



Arrêté le 18 mai 2018 : 35 objectifs opérationnels

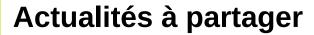
Feuille de Route de la Politique de Santé en Pays de la Loire pour répondre à **deux objectifs majeurs** :

- La réduction des inégalités de santé
- L'amélioration des expériences vécues des personnes dans leur parcours de santé

En parallèle l**e PRAPS** (programme régional d'accès à la prévention et aux soins) décline le PRS pour l'accès aux soins et à la prévention des publics vulnérables.

59 livrets du PRS

https://www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr/Projet-regional-de-sante-2018-2022-en-Pays-de-la-Loire



- Avancée du projet gouvernemental sur le « o reste à charge »
 - un accord signé entre l'assurance maladie et 2 syndicats de chirurgiensdentistes (UD et CNSD).
 - Des accords également avec les opticiens et les prothésistes auditifs pour une mise en œuvre à partir de 2019 (soins mieux remboursés), pour une effectivité du reste à charge 0 en 2021.

Prothèses auditives

- Actuellement, équipements médicaux avec 57 % du reste à charge (35 % pour les prothèses dentaires, 24 % pour les lunettes)
- 6 millions de français souffrent de difficultés d'audition
- 35 % sont équipés
- Coût moyen de 1500 euros dont 850 euros à charge
- Mise en place du reste à charge zéro progressive jusqu'en 2021 : +200 euros de frais en moins en 2019, +250 en 2020, zéro en 2021 (plafond 1700 euros)



Actualités à partager



Optique

- À partir du 1^{er} janvier 2020, montures sans reste à charge (d'une valeur de 30 euros)
- Verres sans reste à charge avec tarif maximum en fonction du type de correction
- Participation des complémentaires plafonnées à 100 euros pour une monture (contre 150 aujourd'hui)



Prothèses dentaires

- Plafonner les prix des prothèses dentaires
- Contrepartie : revalorisation des soins conservateurs et création de nouveaux actes de prévention
- Plafond en vigueur à partir du 1 avril 2019
- Reste à charge zéro : en 2020 couronnes et bridges, 2021 prothèses amovibles (dentiers)
- À terme, 46 % des prothèses remboursées intégralement, 25 % avec reste à charge modéré avec plafond, 29% à tarif libre. (taux de recours aux soins dentaires environ 40 % actuellement)

http://www.contrat-ville-agglonantaise.fr/

Actualités à partager

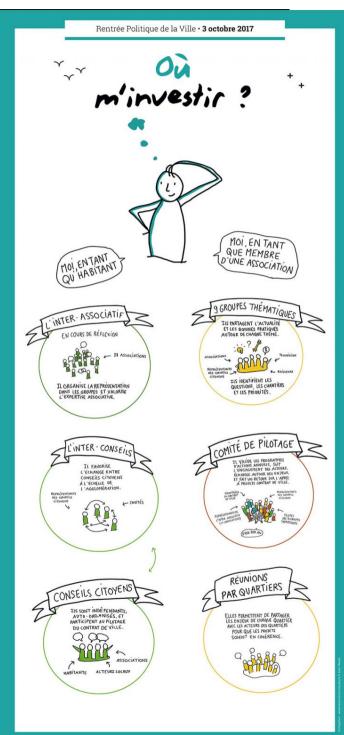


Autre actualité à partager ?

Actualisation du site politique de la ville ?

Echanges sur la vocation du groupe santé contrat de ville

- Un espace d'échange de bonnes pratiques et d'information entre les partenaires à une échelle intercommunale
- Un espace de reporting sur le chantier en cours et de renforcement du partenariat
- Un espace de partage du cadre plus global de la politique de la ville, pour veiller notamment à créer des synergies avec d'autres thématiques de la politique de la ville
- Autre ?







- Edition de la réponse argumentée
- Actions de sensibilisation et d'information des acteurs de proximité sur les droits de santé
- En octobre, organisation du temps sur l'échange de pratiques en matière de posture d'accueil (politique formation, recrutement, évaluation, ...)

Groupe santé du 23/11:

- Bilan de l'interprétariat lors des consultations médicales
- Plan de communication CPAM/CARSAT ciblé dans les QPV
- Inclusion numérique ?

COPIL contrat de ville du 16/10 :

Donner à voir retombées opérationnelles de la démarche

http://www.contrat-ville-agglonantaise.fr/



Zoom sur les initiatives d'aller vers de type bus santé

A Rezé, une animation ponctuelle sur l'espace public sur la santé bucco-dentaire mobilisait les services de la ville, le bus dentaire de la mutuelle MCRN, la CPAM et l'union Française de la Santé Bucco-Dentaire



- Environ 50 personnes ont bénéficié des conseils
- 30 personnes du dépistage dentaire par la MCRN
- Plusieurs participants ont appris la possibilité d'une prise en charge totale de leurs soins dentaires
- Les bonnes pratiques en matière d'hygiène dentaire rarement maîtrisées, un manque de culture à ce niveau des participants
- Une animation conviviale sur l'alimentation qui a permis d'attirer des personnes, et notamment une vingtaine de jeunes
- Un « aller vers » les groupes positionnés autour qui a produit des effets
- Un budget maîtrisé : 700 €

http://www.contrat-ville-agglonantaise.fr/

Zoom sur les initiatives d'aller vers de type bus santé

A Saint-Nazaire, depuis fin 2017, un bus santé parcoure les quartiers



- En 14 mois d'activité, 610 dépistages
- 64 % des personnes réorientés vers des professionnels de santé.
- Dépistage dentaire, ostéo, optique, audio, VIH, infirmier et info contraception
- Accès à l'hygiène pour les personnes en situation d'inconfort.
- Permanence de la CARSAT
- Intervention dans les territoires ruraux, les urbaines QPV, les places de marché et les lieux de passage
- Financer à 80 % par le secteur privé
- Financement public : Politique de la ville, Mairie et bailleur social.





http://www.contrat-ville-agglonantaise.fr/

Zoom sur les initiatives d'aller vers de type bus santé

Des ressources sur le territoire de l'agglomération :

• Le bus du Centre fédératif prévention-dépistage (CHU de Nantes)

- * Missions : Information, vaccination/dépistage et diagnostic des infections sexuellement transmissibles (IST), tuberculose
- * Moyens humains : agent d'accueil, infirmier, médecin
- * Public : une priorité vers la grande précarité
- * Information et orientation pour les droits de santé



Le bus dentaire de la MCRN

- * Missions : soins dentaires, diagnostic
- * Moyens humains : dentiste, adhérent mutualiste
- * Public : tout public
- * Information et orientation pour les droits de santé

• Le bus prévention santé de l'association Paloma

- * Missions : Promotion de la santé, réduction des risques, dépistage Démarche communautaire reconnaissant les compétences et les capacités des personnes directement concernées
- * Moyens humains:
- * Public: travailleuses du sexe
- * Information et orientation pour les droits de santé











Action Sociale Retraite

PRÉSENTATION DES APPELS À PROJETS

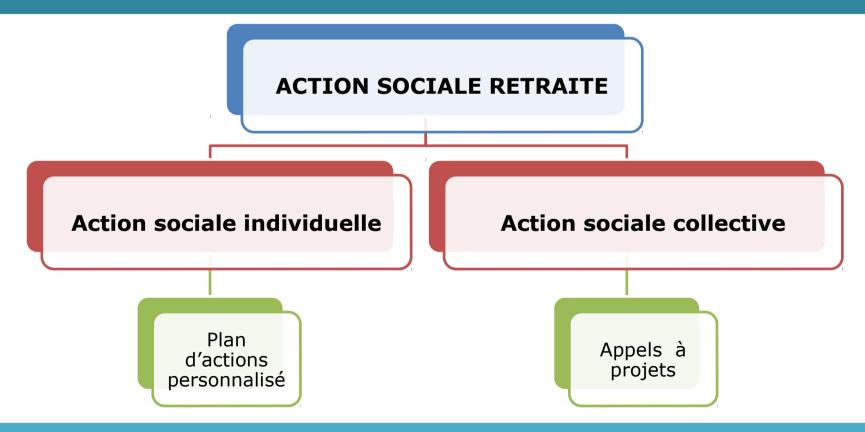
Carsat







Action Sociale Retraite



La Prévention auprès des Retraités autonomes







Action Sociale Collective

Les appels à projets

Actions Collectives de Prévention (ACP)

Lieux de Vie Collectif (LVC)

Plan d'Aide à l'Investissement (PAI)







Action Collective de Prévention

Pour des actions abordant l'ensemble des dimensions du

- « Bien vieillir »:
- Maintien du lien social,
- Diversification des aides et des services de proximité,
- La Silver économie,
- Des actions de formation, de recherche,
- Ingénierie de projets, expérimentations.





Porteurs: tous types de statut

Dans l'instruction:

- Le public cible,
- Le territoire (Observatoire des fragilités),
- La pertinence des actions,
- Le partenariat et la mobilisation,
- Les co-financements

Sous forme de subvention







Lieux de Vie Collectifs

Trois axes

- Vie sociale et prévention de la perte d'autonomie,
- Modes d'accueil intermédiaire,
- Cadre de vie de qualité en EHPA.





- Types de travaux:
- De la construction,
- De la rénovation,
- De l'achat d'équipement.

Porteurs: tous types de porteurs

Type d'aide:

- Subvention (jusqu'à 100 000 €)
- Prêt sans intérêt (amortissement sur 20 ans)





- Types de travaux:
- De la construction,
- De la rénovation,
- De l'achat d'équipement.

Porteurs: tous types de porteurs

Type d'aide:

- Subvention (jusqu'à 100 000 €)
- Prêt sans intérêt (amortissement sur 20 ans)







Plan d'Aide à l'Investissement

Enveloppe attribuée par la CNAV – par délégation de la CNSA Uniquement pour la rénovation des Résidences Autonomie (ancien foyer logement)

Subventions







CLIC

Subvention annuelle de fonctionnement (12 000 €)

Et soutien au développement d'actions collectives (ACP)





